

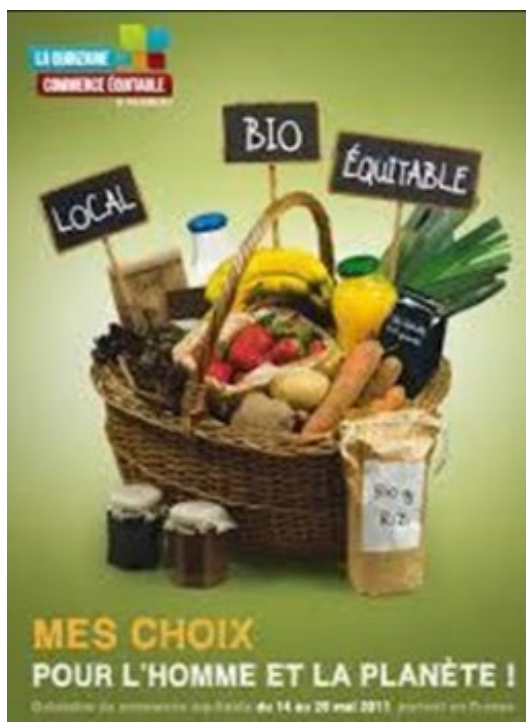
L'éco-consommation : misère de l'écologie bourgeoise ou pourquoi pour être un vert honnête il faut être un rouge sérieux !

★ legrandsoir.info/l-eco-consommation-misere-de-l-ecologie-bourgeoise-ou-pourquoi-pour-etre-un-vert-honnete-il-faut-etre-un-rouge-serieux.html

20 août 2018

Louis- JRCF

Avec un intérêt croissant depuis plusieurs années, la bourgeoisie* a découvert en « l'éco-consommation » une nouvelle éthique, laquelle correspond parfaitement à son intérêt de classe et à sa logique idéologique : jouer la carte du progressisme (attirait pour la nature, l'autre, le bien-être général, les conditions de vie (et de mort) des animaux) tout en étant farouchement conservatrice (maintenir sa position de classe). Bref, jouer la carte du changement et de l'innovation, afin que les choses restent les mêmes. Si l'éco-consommation est un subtil moyen pour la bourgeoisie de repeindre en vert ses frontières de classe (§1) et que cette sensibilité contemporaine est aussi l'incarnation d'une nouvelle manière de faire de la politique (§2), il est clair qu'une écologie conséquente ne passera jamais par un réformisme consumériste mais par l'inscription de cet impératif dans le programme révolutionnaire (§3).



§1 L'éco-consommation comme subtil moyen pour la bourgeoisie de repeindre en vert ses frontières de classe

Les pratiques qui marquent les frontières entre les classes peuvent être plus ou moins ostensibles : l'achat d'une voiture d'un certain type le sera plus que le choix d'une filière particulière dans le secondaire ; le choix du lieu de vacances bien davantage que celui où l'on fait ses courses alimentaires. Si peu significatif que soit ce dernier domaine en apparence, il est comme tous les autres le lieu d'une cruelle différenciation sociale : il y a ceux dont le « pouvoir d'achat » – expression terriblement caractéristique du néolibéralisme – permet l'accès à certains produits (sains, frais, de qualité supérieure, etc.) et ceux condamnés au « bas de gamme ». Ainsi d'aucuns peuvent se nourrir de « bio », de « local », de « fait-maison » et d'autres pas. Cependant, dire que les riches achètent ce qu'il y a de mieux – par définition plus cher – et les pauvres ce qui est disponible à moindres frais est une banalité que personne n'ignore. La subtilité de l'éco-consommation en tant que marqueur de distinction entre les classes est ailleurs.

La « consommation verte », à l'instar des autres pratiques bourgeoises de consommation, est le plus formidable moyen – dans le domaine alimentaire – de se penser comme un « individu » (au sens de personne unique, de différenciée de l'autre). Cette logique d'individualisation est rendue possible par un certain « pouvoir d'achat ». De manière générale, la richesse ouvre la possibilité de se distinguer, de se séparer de ses semblables (ou au minimum à les trier sur le volet). Cela est explicite dans de nombreux domaines : le sport (le tennis ou le golf plutôt que les sports collectifs), le logement (la maison plutôt que l'immeuble), le lieu de travail (la « start-up » plutôt que l'usine), le moyen de transport (le taxi plutôt que le métro ou le bus), etc. Ainsi en est-il en ce qui concerne l'alimentation.

La grande surface est le lieu de la masse : clients en masse, produits en masse, travailleurs en masse. Summum de la négation de l'individualité. Le bourgeois se retrouve à l'égal de ses semblables. Réduit à une machine qui ingurgite. Obligé d'interrompre une mère hurlant après sa progéniture indisciplinée pour avoir accès au dentifrice. Contraint de côtoyer le ventre plein de houblon et de malt d'un moustachu en débardeur. Et fréquenter le même lieu que, c'est être identifié à. Que d'efforts pour en arriver là, quel gâchis ! Heureusement, il existe une alternative : l'épicerie « bio », le « petit » producteur. L'honneur est sauf ! Le charme du produit « local », « éco-responsable », c'est qu'il est disponible en quantité limitée. Il n'y aura qu'un vendeur ou deux, et quelques clients respectables. Tout cela permet la satisfaction du désir narcissique. A l'image des boutiques de luxe où chaque modèle de sac à main ne sera présenté qu'en un seul exemplaire (pour faire croire au caractère unique de la marchandise – et ainsi de celui qui l'acquiert), le « bio » est (l'illusion de ?) l'émancipation de la consommation de masse, et donc de la masse elle-même. Chez le « petit » producteur on trouve les produits frais, sains, équitables, disponibles en quantité réduite et que seule une minorité peut s'offrir. Et même si parfois, les boîtes de conserve de haricots de l'épicerie locale sont les mêmes – en plus chers – que ceux de la grande surface, on n'en compte pas des centaines en un simple coup d'œil : non, juste quelques-unes, comme si elles étaient là presque simplement pour nous. Et puis des carottes, non pas ramassées en masse par des prolétaires des champs, mais bien plutôt récoltées par un brave paysan local – amoureux de sa campagne. Le vendeur – à la différence du caissier voire de la caisse automatique – est lui aussi un instrument de la volonté de reconnaissance comme individu pour laquelle paye le bourgeois : là est réalisé son désir d'être reconnu comme une personne unique, non pas comme un énième consommateur remplissant son cadi, au sens où ce rapport personnalisé lui permet de se renvoyer à lui-même sa propre image et de ne pas être pris pour monsieur ou madame « tout le monde ». Rendu possible par un certain « pouvoir d'achat », le « bio », l'« éco-responsable » permet la réalisation du désir narcissique dans le champ de l'alimentation, offre la possibilité d'être reconnu et donc de se penser comme un individu, par la distance instituée avec les masses. Autrement dit, l'« éco-consommation » est l'instrument – inconscient – de la bourgeoisie pour (re)définir les frontières de classe dans le domaine alimentaire : le « consommer éthique » permet de tracer une ligne verte entre elle et le vulgaire.

Cependant, limiter l'interprétation de l'investissement dans le « bio » à un désir narcissique et à un processus distinction de classe est terriblement réducteur. C'est aussi – si ce n'est surtout – le lieu d'un formidable engagement militant (sic !). Cela est ainsi l'illustration d'un « combat » « politique ».

§2 L'éco-consommation, incarnation d'une nouvelle manière de faire de la politique

Si le « consommer local », en tant qu'il est un moyen de repeindre en vert les frontières de classe, relève d'un vécu inconscient, la face consciente de cette pratique, c'est-à-dire sa justification explicite, se veut politique : il s'agit de promouvoir un mode de vie sain, respecter l'environnement, soutenir économiquement les « petits » producteurs et *in fine* de sauver la planète.

En ce sens, l'« éco-consommation » est la parfaite illustration d'un nouveau mode d'engagement politique (qui n'est sûrement pas le fait de la seule bourgeoisie, mais elle en reste sa représentation la plus caricaturale). Il fut un temps – que vivent encore un nombre réduit de militants – où le combat politique tendait vers l'investissement désintéressé, en temps comme en énergie. Où il fallait se lever à l'aube pour aller tracter, piétiner pendant des heures dans une manifestation, méditer de lourds ouvrages théoriques, prendre sur ses soirées pour assister à des conférences de haute volée intellectuelle. Le « consommer éthique » est l'incarnation d'une nouvelle manière de faire de la politique. Plus d'engagement contraignant, il suffit d'ouvrir le portefeuille**. La justification théorique de cette « politique » n'est certes pas inexistante. Mais elle peut se contenter d'un documentaire ou deux sur la question, aller au-delà n'est pas nécessaire. Il y a des conférences aussi bien sûr, mais les discussions qui pouvaient porter sur Hegel et consorts sont remplacées par des images de forêts défrichées et d'animaux attendrissants. La profondeur intellectuelle est mise de côté au profit de quelque chose de bien moins fatigant : la « prise de conscience ». Pourquoi cela ? Parce que le nouveau mot d'ordre implicite, c'est de faire de la politique tout en se faisant du bien. Voici donc peu ou prou le nouveau programme politique hebdomadaire (ô combien révolutionnaire) : en semaine, consommer du local et du végétarien ; le weekend, apéro festif et solidaire, où une partie des fonds sera reversés à une association verte ou à un sculpteur de bambous. En revanche, pour les vacances, on jonglera entre les « green » festivals et un voyage à vélo à la rencontre de l'« entreprenariat alternatif ». Cette modalité de la « rencontre de l'autre » assure de ne fréquenter, dans le pire des cas, que des « marginaux bien intégrés », dont le paroxysme de l'opposition au « système » sera le port du sarouel. De cette façon, manger sainement, garder la ligne, se faire du bien, mais aussi se divertir, faire la fête, partir en vacances, tout cela est devenu un véritable combat politique, l'incarnation de l'altruisme et de la philanthropie bourgeoises. Voici à l'œuvre cette « éthique indolore » dont parle Lipovetsky dans le très inspiré *Crépuscule du devoir*. Ainsi donc, les pratiques de classes sont préservées, l'entre-soi perdure, mais la bonne conscience est sauvée !

Notons que le triomphe de ce nouveau mot d'ordre : « Se faire plaisir tout en faisant de la politique », n'est pas à proprement parler la négation de la lutte collective***. C'est autrement plus subtil. Il s'agit d'une exhortation à l'effort collectif par imitation de l'individu bourgeois. Ce à quoi ce dernier appel, c'est à faire comme lui. Ce qu'illustre par exemple à merveille l'œuvre du mystico-réactionnaire Pierre Rabhi. Agir dans son coin, à son « niveau », et dire que si tout le monde faisait pareil, tout serait résolu. Ceci est un formidable déplacement sur un terrain soi-disant progressiste de l'éternelle suffisance bourgeoise doublée d'une incroyable bêtise théorique. Fini – ou presque – le « si les pauvres voulaient bien travailler comme moi je le fais, ils auraient de l'argent comme j'en ai ». Maintenant, place au « si les autres (éliminer les pauvres du champ théorique rend les

choses plus simples) faisaient comme moi, la planète irait bien ». Sempiternel narcissisme de la bourgeoisie satisfaite d'elle-même qui s'érige en exemple : une société à son image, voilà la solution ! Ce qu'elle feint par-là d'oublier, c'est qu'elle peut être ce qu'elle est, précisément parce que les autres (les classes populaires) sont ce qu'ils sont : des producteurs à qui on arrache le produit pour pouvoir maintenir son mode de vie parasitaire. Elle doit son mode de vie à l'exploitation. Ceci amène justement à la considération suivante : l'écologie bourgeoise n'aura jamais les moyens de ses (prétendues) finalités.

§3 Un éco-réformisme consumériste contre-révolutionnaire

La réalisation des objectifs de l'écologie bourgeoise se font encore attendre. Cependant, dire qu'elle n'a eu jusqu'ici aucun impact positif serait faux et de mauvaise foi. Mais ils sont extrêmement limités. Comme à chaque fois où un projet à des résultats peu convaincants, il y a généralement deux positions divergentes qui émergent : décréter qu'il faille continuer en ce sens jusqu'à ce que les résultats escomptés arrivent, ou bien changer de cap. Ainsi en est-il par exemple de l'Union Européenne : là où certains, depuis maintenant de nombreuses années, expliquent que le problème de l'UE c'est le « pas assez d'UE », et qu'en faisant preuve d'une patiente sujétion ses bienfaits s'en feront un jour – lointain – ressentir, d'autres estiment qu'il est urgent de changer de direction et d'opter pour un choix sérieux et responsable comme le Frexit. Il en est à peu près de même dans le champ de la « consommation bio ».

Certains en appellent à poursuivre dans cette – ô combien idéaliste (au sens philosophique du terme) – « convergence des consciences » : « la prise de conscience généralisée » signerait le déclenchement de la régénérescence verte. Certes le marché du bio s'est largement développé ces dernières années : signe que les choix des consommateurs ont un effet sur la production. Cependant, comme il l'a été dit plus haut, ce mode de consommation est un privilège de classe. Même si les classes populaires le voulaient – et rien ne prouve qu'elles ne le veuillent pas – son capital ne sera jamais, dans les conditions actuelles, à la hauteur de cette « nouvelle éthique bourgeoise de consommation ». De cette façon, contrairement à ce que prétend souhaiter la bourgeoisie, le champ de la consommation ne sera jamais une vraie réponse aux défis écologiques, environnementaux et climatiques actuels.

Ainsi, pour d'autres, c'est dans le champ de la production que les choses doivent évoluer. Si, en effet, parmi les propriétaires des moyens de production, certains ont estimé rentable de se tourner vers le marché du bio, pour la majeure partie le profit se fait, au contraire, au détriment de la qualité des produits. Si poussée que soit la « convergence des consciences », peu de propriétaires renonceraient à des millions (voire des milliards) au mot d'ordre de l'amélioration de la qualité de vie de ses compatriotes ou du respect des générations futures. Ce qu'ils peuvent s'offrir sera toujours plus intéressants à leurs yeux que des considérations sur le bien-être animalier, et l'on peut bien polluer des rivières si c'est le prix à payer pour léguer un vaste capital à sa progéniture. On peut affirmer que dans notre société chacun a un minimum de considérations, à la fois sociales mais aussi environnementales : la sensibilité écologique n'est assurément pas une exclusivité bourgeoise. Simplement, s'il faut choisir entre celles-là, et des millions, probablement peu choisiraient les premières aux dépens des seconds. Ainsi, si l'on veut attaquer le problème à la racine, c'est à la propriété privée des grands moyens de production et d'échange qu'il

faut s'en prendre. Personne (ou presque), en tant que citoyen, n'osera se prononcer contre des mesures visant à généraliser un mode de vie sain et un respect sérieux de l'environnement. En tant que propriétaire, il n'en va pas de même. C'est pourquoi l'écologie aussi rend nécessaire la propriété collective (qu'elle soit directe ou par l'intermédiaire des nationalisations) des grands moyens de propriété et d'échange. Car seulement ainsi sera dépassée le choix – vite pesé – entre qualité des produits (pour tous) et profits matériels (pour soi). Les normes nécessaires à la préservation générale de la qualité de vie, impossibles à exiger d'un patronat milliardaire, seront aisément instaurées quand la propriété sera collective : là il ne sera plus question de choisir entre l'enrichissement personnel et le respect de l'environnement dans lequel vit la population. Mais bien plutôt, puisque c'est cette dernière qui sera – collectivement – détentrice des recettes émanant de son travail, elle ne pourra jamais condamner elle-même son cadre de vie, polluer ses rivières et détruire ses forêts, contre un maigre profit matériel – puisque collectivement réparti. Ainsi seule l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange abolira l'antagonisme qui existe actuellement entre profit individuel et qualité de vie générale.

Cependant, se tourner vers ce genre de considérations est particulièrement difficile pour le bourgeois, essentiellement pour trois raisons.

Premièrement, le champ de la production ne peut occuper une place sérieuse dans ses réflexions car il en est matériellement éloigné. Concentrée dans les métiers du tertiaire où, quand elle ne produit pas des services à faible valeur ajoutée, elle est le simple gestionnaire de la valeur produite par autrui, ce qui relève de la production matérielle est bien loin de l'univers social de la bourgeoisie. C'est pourquoi sa vision du monde, produit de sa situation matérielle, délaisse l'aspect « production » pour s'inscrire presque exclusivement dans le cadre de la « consommation » – à l'exception de la considération accordée au « petit » producteur qui, comme il a été dit plus haut, permet la réalisation de son désir narcissique mais surtout ne sera jamais le prélude à une réflexion globale sur la production parce que précisément on aime le « petit » producteur parce qu'il est « petit » et tant qu'il le reste (alors qu'il serait autrement plus efficace de s'occuper des « gros » producteurs).

Deuxièmement, malgré sa position de classe, la prise en compte de l'aspect fondamental que constitue la production n'est pas forcément inatteignable. Nombreux sont – a fortiori depuis Marx et Engels – les penseurs permettant de dépasser un jugement de surface qui ne juge possible les évolutions politico-économiques qu'au moyen de la consommation. Cependant, comme vu ci-dessus, ceci renvoie à une « vieille » manière de faire de la politique. La politique doit dorénavant être le lieu du « cool », de l'agréable. Et il est intellectuellement moins contraignant et surtout beaucoup plus attrayant d'aller à un festival ou à une vente (*sic*) écolos que d'aller lire Lukacs et Goldmann dans une austère bibliothèque. Politique-bien-être, Politique-plaisir, politique-festive, politique de l'entre-soi préservé.

Troisièmement : si la bourgeoisie peut donc difficilement prendre en compte le champ de la production, il n'est même pas souhaitable pour elle qu'elle le fasse. Il a été expliqué plus haut que si l'on souhaite faire évoluer les choses sérieusement, c'est aux rapports de production (et plus exactement aux rapports de propriété dans le domaine de la

production) qu'il faut s'attaquer. Seulement voilà, soutenir un tel propos serait pour la bourgeoisie renoncer à ses privilèges. Elle qui, même quand elle n'est pas « possédante », a un rapport extrêmement privilégié dans le rapport production-consommation, comprend bien qu'une mutation des rapports de propriété et qu'une évolution de la répartition des fruits du travail mettrait à mal ses beaux salaires et ce qui va avec. Tout comme le grand patron ne sacrifiera pas ses milliards, la classe bourgeoise ne sacrifiera pas ses revenus et ses privilèges de classe pour l'environnement et la qualité de vie générale.

Conclusion

Ainsi son « écologie de la consommation » est une réelle aubaine (pour elle, pas pour l'environnement) : s'éloigner des lieux de consommation de masse, donc du vulgaire, prendre soin de soi (« bien dans son corps, bien dans sa tête (vide ?) ») en se donnant une bonne conscience (politique) : tout cela sans jamais toucher à ses privilèges. Même plus : cette écologie de surface destiné à la bourgeoisie se développe à toute allure sur le marché du travail (à destination d'elle-même bien sûr !) : ingénieurs environnementaux, start-up écolos, agence de « com' » vertes, les Bac +5 peuvent même y trouver un emploi. On comprend donc le développement à vitesse grand V de cette nouvelle sensibilité. A l'inverse, un écologisme conséquent consisterait – comme c'est d'ailleurs parfois le cas – à inscrire l'impératif écologique dans le programme révolutionnaire, à l'articuler avec la nécessité de recouvrir une souveraineté nationale pleine et entière et d'abolir la propriété privée des grands moyens de production et d'échange. Ainsi seulement, les questions environnementales ne seront plus prisonnières de leur appropriation bourgeoise. Le réformisme consumériste doit céder la place à une politique révolutionnaire dans le mode de production (et donc de propriété). C'est ainsi que pour être un « vert » honnête, il faut être un « rouge » sérieux.

Louis, militant JRFCF.

*Il s'agit essentiellement de la nouvelle bourgeoisie de services, celle que dénonçait déjà naguère dans ses ouvrages Michel Clouscard.

**Voir notre article sur l'engagement associatif ou engagement politique. Sujet qui n'est pas anodin, car le militant type macroniste est un engagé associatif.

***Nous notons que c'est aussi une certaine forme de militantisme revendiqué par le journaliste et député François Ruffin, mais dans un sens opposé à celui exposé ici : il ne s'agit pas tant pour lui d'un militantisme hédoniste petit-bourgeois que de redonner de la ferveur militante au combat ouvrier, en y rajoutant une dose d'humour et de pathos. Ce point de vue est bien sûr critiquable sur bien des points, mais ce n'est pas le sujet ici.

»» <http://jrccf.over-blog.org/2018/07/l-eco-consommation-misere-de-l-ecolo...>